La Commission Vérité et réconciliation préconise d'écarter la présidente du Liberia

Lib News, 08/07/2009 – Source Reuters La Commission Vérité et réconciliation du Liberia a estimé que la présidente Ellen Johnson-Sirleaf devait être écartée des fonctions officielles pendant trente ans pour avoir soutenu un mouvement de rébellion mené par l'ex-président Charles Taylor. Ellen Johnson-Sirleaf, première femme devenue chef d'Etat en Afrique, a reconnu avoir fourni un soutien financier à Charles Taylor, qui fut chef de guerre avant d'être président durant le conflit civil libérien de 1989-2003. Charles Taylor est en procès à La Haye pour des crimes de guerre allant de l'enrôlement d'enfants soldats à l'esclavage sexuel, en passant par le meurtre et le viol, au cours des guerres civiles du Liberia et de la Sierra Leone. Le bilan de ces conflits est estimé à plus de 250.000 morts. L'ancien président, qui plaide non coupable, doit présenter sa défense à partir du 13 juillet. La Commission Vérité et réconciliation n'a pas le pouvoir de faire appliquer ses recommandations mais doit les présenter au parlement, qui peut ensuite leur donner force de loi. "Il sera interdit) aux dirigeants politiques et aux financiers de différentes factions belligères (...) d'exercer des fonctions officielles (...) pendant une durée de trente ans", dit le rapport de la Commission consulté lundi soir. La Commission a été créée en 2005 pour enquêter sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Outre Ellen Johnson-Sirleaf, son rapport désigne notamment 49 autres personnes censées avoir participé à la rébellion ou l'avoir financée et devant, selon elle, être écartées de tout poste officiel pendant trente ans. Le porte-parole de la présidente libérienne a dit qu'elle étudierait le rapport et s'abstenait de le commenter jusque-là.